

## SÉNAT DE BELGIQUE.

RÉUNION DU 3 JUILLET 1928

**Rapport de la Commission de la Justice chargée de l'examen du Projet de Loi modifiant la loi du 30 mai 1924 portant création du « Registre du commerce ». (Texte adopté par le Sénat au premier vote.)**

(Voir les n°s 85, 134, 144, 152 et les Annales parlementaires du Sénat, séances des 20 et 26 juin 1928.)

Présents : MM. BRAUN, président-rapporteur ; ASOU, le baron DE BECKER REMY, DE LEY, DE PIERPONT SURMONT DE VOLSBERGHE, DISIÈRE, DU BOST, HÉNAULT, LEBON, LIGY, MAGNETTE, MEYERS, PAULSEN, TSCHOFFEN et VAN FLETEREN.

MADAME, MESSIEURS,

La Commission de la Justice a passé en revue les amendements votés par le Sénat en sa séance du 26 juin, dont deux avaient été proposés par la Commission de la justice dans son rapport du 6 juin et ont été sous-amendés par le Gouvernement, et deux autres déposés au cours de la discussion, l'un par le Gouvernement, l'autre par le rapporteur de la Commission.

*Addition à l'article 4 de la loi du 30 mai 1924 :*

| Texte de la Commission.                                                                                                                                                             | Texte du Gouvernement.                                                                                                                                                                                                                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| « 5° Les jugements ordonnant une modification dans la désignation de l'exploitant d'un commerce ou dans la raison sociale ou la dénomination de fantaisie de société commerciale. » | « 5° Les jugements et arrêts portant rectification, soit de l'identité du commerçant, soit de la désignation de la raison sociale ou de la dénomination de la société, soit de toute autre mention figurant au registre du commerce. » |

Le texte du Gouvernement complète celui de la Commission.

*Addition à l'article 7 de la même loi :*

| Texte de la Commission.                                                                                                                                                                                                                           | Texte du Gouvernement.                                                                                                                                                                                                                                     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| « Il est procédé aux inscriptions prévues par la présente loi sous réserve des droits des tiers et du recours exercé par eux en redressement ou en suppression de toute mention qui serait jugée de nature à leur causer injustement préjudice. » | « Toutefois, les tiers peuvent obtenir le redressement ou la suppression de toute mention inexacte qui leur cause injustement un préjudice. L'action en rectification est portée devant le tribunal de commerce du lieu de l'immatriculation principale. » |

On avait fait justement remarquer que le texte de la Commission ne précisait pas de quelle manière serait exercé le recours des tiers contre une publication leur portant préjudice ; l'amendement ne disait pas par quelle procédure. Cette lacune se trouve réparée par le texte reproduit ci-dessus.

*Addition à l'article 9 de la même loi :*

| Texte du projet en discussion.                                                                                                                     | Texte amendé par le Gouvernement.                                                                                                                                                                                  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| « Ce droit est porté au quintuple lorsque les inscriptions sont requises après l'expiration des délais prévus aux articles 1 <sup>er</sup> et 5. » | « Les inscriptions requises après l'expiration des délais prévus aux articles 1 <sup>er</sup> et 5 donnent lieu à la perception d'une amende portée au quadruple du droit prévu, outre celle du droit de greffe. » |

Le Ministre de la Justice a donné la raison de cet amendement en ces termes :

« S'il s'agit d'un impôt, d'un droit, jamais remise de ce droit ne peut être opérée. Or, il peut se faire que le commerçant qui demande tardivement son inscription au registre du commerce, conformément aux dispositions de la loi, ait cependant de bonnes raisons à faire valoir pour expliquer ce retard. Dès lors, il paraîtrait excessif de lui imposer le paiement du *quintuple* de ces droits, quelles que puissent être les circonstances et sans qu'il soit possible de lui en accorder la remise. C'est pourquoi nous pensons qu'il serait bon de substituer la notion de l'amende à la notion du droit. »

Mais le texte du Gouvernement ne devrait-il pas être complété par les mots : « outre celle du droit de greffe » ? La Commission le pense et propose cette addition.

*Addition à l'article 10 de la même loi :*

« Tout ajournement signifié à la requête d'un commerçant ou d'une société de commerce, lorsque l'instance trouve sa cause dans un acte de commerce, fera mention du numéro sous lequel le requérant est inscrit au registre du commerce. »

L'amendement a été proposé par le président de la Commission sur une suggestion du Tribunal de commerce.

Mais la Commission propose de substituer le mot « *action* » au mot « *instance* ».

Le texte de l'article 10 du projet du Gouvernement (art. 1<sup>er</sup>*bis* de la loi du 30 mai 1924), a été adopté tel quel par le Sénat. Mais la Commission s'est posé la question de savoir si ce texte n'était pas susceptible d'une légère retouche.

« Sera non-recevable toute action principale, reconventionnelle ou en intervention intentée par un commerçant ou par une société de commerce ayant en Belgique un établissement, une succursale ou une agence quelconque qui n'a pas requis son immatriculation au registre du commerce, lorsque l'instance trouve sa cause dans un acte de commerce. La non-recevabilité sera déclarée par le tribunal, encore que le moyen n'ait pas été opposé ; la fin de non-recevoir pourra être couverte par l'immatriculation, opérée même en cours d'instance. »

Non seulement le membre de phrase « *qui n'a pas requis* » manque d'élégance, mais on lui reproche encore l'amphibologie que le texte flamand a dissipée.

D'autre part, déclarer *l'action* non recevable lorsque *l'instance* trouve sa cause dans un acte de commerce, n'est-ce pas se servir de deux expressions différentes pour une seule et même chose? Un simple déplacement, dans la construction de la phrase, corrigerait, semble-t-il, ces deux imperfections. La rédaction serait alors la suivante :

« Sera non-recevable, *lorsqu'elle trouve sa cause dans un acte de commerce*, toute action principale, reconventionnelle ou en intervention intentée par un commerçant ou par une société de commerce qui, ayant en Belgique un établissement, une succursale ou une agence quelconque, n'a pas requis son immatriculation au registre du commerce. La non-recevabilité..... »

A la fin de la discussion de mardi dernier au Sénat, le rapporteur avait demandé si le projet devait nécessairement être renvoyé à la Commission de la Justice. Sur la réponse de M. le Président que le renvoi était réglementairement obligatoire à moins qu'il n'y ait unanimité, un membre intervint pour dire : « Il y a des membres qui sont hostiles au projet et désirent que la procédure réglementaire soit observée. »

Le rapporteur croit cependant devoir faire observer qu'au sein de la Commission de la Justice, au cours de la présente réunion pas plus qu'au cours des réunions précédentes, et pas plus qu'en séance publique, aucune voix hostile au projet ne s'est élevée ; la Commission de la Justice est au contraire unanime, ainsi que le Sénat a paru l'être, pour applaudir au projet et aux heureux résultats qu'il est permis d'en attendre.

*Le Président-Rapporteur,*  
ALEX. BRAUN.

## BELGISCHE SENAAAT

COMMISSIEVERGADERING VAN 3 JULI 1928

**Verslag uit naam van de Commissie voor de Justitie, belast met het onderzoek van het Wetsontwerp tot wijziging der wet van 30 Mei 1924 houdende instelling van het Handelsregister. (Tekst door den Senaat bij eerste lezing aangenomen.)**

*(Zie de n<sup>rs</sup> 85, 134, 144, 152 en de Handelingen van den Senaat, vergaderingen van 20 en 26 Juni 1928,)*

Aanwezig : de heeren BRAUN, voorzitter-verslaggever ; ASOU, Baron DE BECKER REMY, DE LEY, DE PIERPONT SURMONT DE VOLSBERGHE, DISIÈRE, DU BOST, HÉNAULT, LEBON, LIGY, MAGNETTE, MEYERS, PAULSEN, TSCHOFFEN en VAN FLETEREN.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

De Commissie voor de Justitie heeft de amendementen onderzocht die door den Senaat werden goedgekeurd ter vergadering van 26 Juni. Twee dezer amendementen werden voorgesteld door de Commissie voor Justitie in haar verslag van 6 Juni, en daarop werden door de Regeering sub-amendementen ingediend; twee andere amendementen werden ingediend in den loop der bespreking, het eene door de Regeering, het andere door den verslaggever der Commissie.

*Toevoeging aan artikel 4 der wet van 30 Mei 1924 :*

**Tekst van de Commissie.**

« 5<sup>o</sup> Het vonnis waarbij wijziging wordt gelast in de benaming van den exploitant van een handelszaak of in den handelsnaam of de fantaisie-benaming van een handelsvennootschap. »

**Tekst van de Regeering.**

« 5<sup>o</sup> De vonnissen en arresten tot wijziging, hetzij van de identiteit van den koopman, hetzij van den handelsnaam of van de benaming van de vennootschap, hetzij van elke andere vermelding die in het handelsregister voorkomt. »

De tekst van de Regeering vult dien der Commissie aan.

*Toevoeging aan artikel 7 derzelfde wet.*

**Tekst van de Commissie.**

« Tot de inschrijvingen bij deze wet voorzien wordt overgegaan onder voorbehoud van de rechten van derden en van het verhaal door hen uitgeoefend tot terechtwijzing of weglating van elke vermelding die hun schade mocht berokkenen. »

**Tekst van de Regeering.**

« Derden kunnen echter de terechtwijzing of de weglating bekomen van elke onjuiste vermelding die hun onrechtvaardig schade berokkent. De vordering tot terechtwijzing wordt aangebracht bij de rechtbank van koophandel ter plaatse van de voornaamste inschrijving. »

Men deed terecht opmerken dat de tekst van de Commissie niet verduidelijkte op welke wijze het verhaal van derden tegen een bekendmaking die hun schade berokkent zou uitgeoefend worden; het amendement zegde niet langs welken weg. Deze leemte wordt door voormelden tekst aangevuld.

*Toevoeging aan artikel 9 derzelfde wet :*

| Tekst van het besproken ontwerp.                                                                                                                            | Tekst door de Regeering geamendeerd.                                                                                                                                                    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| « Dat recht wordt tot het vijfvoud opgevoerd als de inschrijvingen na het verstrijken van de bij de artikelen 1 en 5 voorziene termijnen verzocht worden. » | « Dit recht wordt, behalve het griffie-recht, tot het viervoud opgevoerd als de inschrijvingen na het verstrijken van de bij de artikelen 1 en 5 voorziene termijnen verzocht worden. » |

De Minister van Justitie wettigt dit amendement als volgt :

« Wanneer het een belasting, een recht geldt, kan nooit vrijstelling van dat recht worden verleend. Het kan echter gebeuren dat de koopman die laattijdig zijn inschrijving in het handelsregister overeenkomstig de wetsbepalingen vraagt, daarvoor goede redenen kan doen gelden. Derhalve ware het overdreven hem de betaling op te leggen van het *vijfvoud* dier rechten welke de omstandigheden ook zijn en zonder dat het mogelijk ware er hem terugbetaling van te verleenen. Om die reden achten wij het gepast het begrip recht te vervangen door het begrip geldboete. »

Diende de tekst van de Regeering niet te worden aangevuld met de woorden : « behalve het griffierecht »? De Commissie meent dit en stelt het voor.

*Toevoeging aan artikel 10 derzelfde wet :*

« Elke verdaging op verzoek van een koopman of van eene handelsvennootschap beteekend, wanneer de vordering haar grond vindt in een handelsverrichting, zal het nummer vermelden waaronder de verzoeker in het handelsregister ingeschreven staat. »

Het amendement werd ingediend door den Voorzitter van de Commissie op voorstel van de Handelsrechtbank.

De Commissie stelt voor in den Franschen tekst het woord « *instance* » te vervangen door « *action* »

\*  
\* \* \*

De tekst van artikel 10 van het Regeeringsontwerp (art. 1*bis* der wet van 30 Mei 1924) werd ongewijzigd door den Senaat aangenomen. De Commissie heeft zich echter afgevraagd of deze tekst niet vatbaar was voor een lichte verbetering.

« Is niet ontvankelijk : om het even welke hoofdeisch, eisch in reconventie of in tusschenkomst, ingesteld door een koopman of door een handelsvennootschap, die in België een zaak, een filiaal of welkdanig bijkantoor heeft, en die de inschrijving in het handelsregister niet verzocht heeft, wanneer de vordering haar grond vindt in een handelsverrichting. De niet-ontvankelijkheid wordt door den rechter uitgesproken, ook al werd het middel niet tegengeworpen; de grond van niet-

ontvankelijkheid kan weggenomen worden door de inschrijving zelfs tijdens het geding. »

Niet alleen is de zinsrede « *qui n'as pas requis* » niet sierlijk, doch men verwijt haar ook eenige dubbelzinnigheid, die de Vlaamsche tekst heeft opgehelderd. Bovendien, te verklaren dat de « eisch » niet ontvankelijk is wanneer de « vordering » haar grond vindt in een handelsverrichting, is dat niet twee verschillende uitdrukkingen gebruiken voor een zelfde zaak? Een eenvoudige omwerking van den zinsbouw zou blijkbaar deze twee onvolmaaktheden verhelpen. Alsdan zou de tekst luiden als volgt :

« Is niet ontvankelijk, *wanneer hij zijn grond vindt in een handelsverrichting, om het even welke* hoofdeisch, eisch in reconventie of in tusschenkomst, ingesteld door een koopman of door een handelsvennootschap, die in België een zaak, een filiaal of welkdanig bijkantoor heeft, en die de inschrijving in het handelsregister niet verzocht heeft. De niet-ontvankelijkheid.... »

Op het einde der bespreking van Dinsdag jongstleden in den Senaat, vroeg de verslaggever of het ontwerp noodzakelijk diende teruggestuurd naar de Commissie voor de Justitie. Toen de Voorzitter antwoordde dat, volgens het reglement, de verwijzing verplichtend is tenzij er eenparigheid bestaat, deed een lid het volgende opmerken : « Er zijn leden die tegen het ontwerp zijn en die verlangen dat de voorgeschreven proceduur worde in acht genomen ».

De verslaggever meent echter te moeten doen opmerken dat er, in den schoot der Commissie voor de Justitie tijdens deze vergadering evenmin als in de vorige vergaderingen of in de openbare vergadering, geenerlei stem is opgegaan tegen het ontwerp. De Commissie voor de Justitie is daarentegen eensgezind, zooals de Senaat het eveneens bleek te zijn, om in te stemmen met het ontwerp alsmede met de gelukkige uitslagen die men van hetzelfde mag verwachten.

*De Voorzitter-Verslaggever,*  
ALEX. BRAUN.